

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 71 (1991)
Heft: 4

Artikel: Déclaration de Madame Edith Cresson : Premier Ministre
Autor: Cresson, Edith
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887033>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Photo : Service Photographique du Premier Ministre.

Déclaration de Madame Edith Cresson

Premier Ministre

Les liens entre la France et la Suisse sont anciens, multiples et profonds. Leur qualité est à la mesure de la richesse des relations économiques bilatérales.

La Suisse est notre 8^e partenaire commercial et notre 1^{er} client hors de la CEE. D'un montant de 48 milliards de francs, nos ventes nous assurent une part de marché de 11,6 % qui nous place au rang de second fournisseur de la Suisse (légèrement avant l'Italie), loin cependant derrière la RFA qui contribue à raison de plus du tiers aux importations suisses, mais achète proportionnellement moins. Si les échanges commerciaux dégagent en notre faveur un excédent confortable qui nous est souvent rappelé, la Suisse ne saurait mésestimer l'importance des débouchés que lui offre la France, son second client. Ses exportations qui lui confèrent le rang de 9^e fournisseur de la France, s'élèvent en effet à plus de 31 milliards.

Traditionnellement la France apporte à la Suisse certains des biens qui lui font défaut. Les produits énergétiques et agro-alimentaires représentent aujourd'hui

encore près de 22 % de nos exportations. Elle lui fournit en outre les produits intermédiaires nécessaires au développement de son industrie de transformation. Plus de 26 % de nos ventes sont ainsi constituées de produits chimiques de base et demi-produits.

Nos succès sur le marché suisse ne s'expliquent pas seulement par la proximité géographique et une communauté de goût avec une partie de la Suisse, mais aussi par la qualité de nos produits. Nos exportations de produits industriels élaborés, à forte valeur ajoutée, ont connu une évolution particulièrement favorable au cours de ces dernières années et représentent maintenant plus de la moitié de nos ventes, grâce notamment à la faveur accrue dont ont bénéficié nos véhicules automobiles.

La France est un marché essentiel pour les produits industriels suisses. Les deux tiers de nos achats

sont en effet constitués de biens d'équipement professionnels, dont les qualités techniques sont très appréciées par nos industriels et de biens de consommation, où se confirme la vocation exportatrice des industries suisses de la pharmacie, de l'horlogerie et de la bijouterie.

“La densité des relations bilatérales se mesure aussi au nombre et à la nature des investissements.”

Conscientes très tôt des vastes possibilités du marché français, plus de 300 entreprises suisses se sont implantées en France, volontiers dans le secteur de la production industrielle. Profitant d'un marché du travail plus détendu, elles y emploient 65 000 personnes dont elles reconnaissent le sérieux et le bon niveau de formation. Une partie de nos exportations de biens intermédiaires sont le fait d'investisseurs suisses en France.

La plupart des 150 entreprises françaises présentes en Suisse exercent des activités de commerce et de services. Outre le marché solvable qu'elles y trouvent, elles apprécient tout particulièrement la qualité des infrastructures socio-économiques qui leur sont offertes et profitent souvent d'un contexte favorable reconnu pour y déployer leurs activités internationales.

Au cours des derniers mois cependant, les échanges commerciaux franco-suisses ont évolué à un rythme ralenti, en raison principalement du tassement de la conjoncture économique. Aussi, la conclusion toute récente des négociations sur l'Espace Economique Européen qui, cela doit être rappelé, avaient pris un nouveau départ lors de la présidence suisse de l'AELE, vient-elle à point nommé pour dynamiser les échanges entre nos deux pays.

Alors que le Conseil fédéral vient d'annoncer officiellement que le but, à terme, de la Suisse était de demander un jour son adhésion pleine et entière, le rapprochement des mentalités et des personnes et l'unification des conditions de concurrence qu'entraînera le grand marché de l'Espace Economique Européen contribueront certainement à donner une dimension nouvelle aux relations de bon voisinage qui ne se sont jamais démenties entre nos deux pays. Celles-ci devraient permettre de multiplier dans de nombreux domaines (transports ferroviaires à grande vitesse, transports combinés rail-route, percement des nouveaux tunnels transalpins et travaux publics, télécommunications, etc.) le développement de partenariats industriels entre entreprises françaises et suisses sur des projets d'importance majeure à l'échelle du continent tout entier. ■